

Dans le Donbass, les troupes se préparent à une bataille cruciale

Le président ukrainien a annoncé lundi le début de la bataille dans la région du Donbass, trois semaines après le retrait des troupes russes de la région de Kyiv. Sur ce front oriental, les Russes entendent avancer plus prudemment et les Ukrainiens semblent bien organisés pour tenir.

Par **BENJAMIN DELILLE** et **ANAÏS MORAN**

Dans l'est de l'Ukraine, la nuit de lundi à mardi a été bruyante. Rythmée par les obus qui ont explosé tout du long de la ligne de front qui déchire le Donbass, vers lequel tous les yeux sont désormais rivés. C'est dans cette région disputée que se trouvent les républiques séparatistes prorusse de Donetsk et Louhansk, dont l'indépendance autoproclamée en 2014 a été reconnue par Vladimir Poutine à la veille de son invasion. «Les troupes russes ont commencé la bataille pour le Donbass», affirmait lundi soir Volodymyr Zelensky. Une annonce du président ukrainien qui marque en quelque sorte l'entrée officielle dans la deuxième phase de cette guerre.

dors humanitaires sont à l'arrêt depuis trois jours faute d'entente entre Kyiv et Moscou – soit parce que les bombes les en ont empêchés. Comme ces 52 personnes, dont plusieurs enfants, qu'un missile a tués en pleine gare de Kramatorsk, le 8 avril, à deux doigts du départ.

«DES ASSAULTS D'AMPLEUR»

Aujourd'hui, c'est autour de cette ville que semble se concentrer la stratégie russe au 56^e jour de guerre. Elle est devenue la capitale régionale du Donbass pour les Ukrainiens depuis 2014. Agglomération symbolique, et surtout particulièrement stratégique, la ville se trouve aujourd'hui au milieu d'un saillant, ce qui dans le jargon militaire désigne un champ de bataille qui se projette en territoire ennemi. Cerné par une ligne de contrôle russe qui va d'Izioum au nord jusqu'aux banlieues de Sievierodonetsk à l'est, descend vers le sud aux portes de Popasna, avant de se refermer au sud-ouest à l'entrée d'Avdiivka, dans la grande périphérie de Donetsk.

bourgs d'Izioum et de Sievierodonetsk, le long de la rivière Oskil, la ligne russe progresse doucement mais sûrement depuis plusieurs semaines. Depuis lundi, l'offensive s'étend à l'ensemble du pourtour de cette poche ukrainienne. Selon l'Institute for the Study of War (ISW) dans son point quotidien du

18 avril, «la Russie a lancé des assauts d'ampleur sur la ligne de contact, [...] avec un important support d'artillerie». «Ils sont en train de prendre en tenailles cette poche», analyse Olivier Kempf, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Celui qui est aussi direc-

teur du cabinet stratégique La Vigie préfère parler de «front qui s'enflamme» que du début d'une nouvelle bataille, car les bombardements sur le saillant durent déjà depuis sept semaines. A partir de maintenant, deux scénarios semblent se dessiner : soit les Russes se dirigent directement vers Krama-

torsk pour assiéger la ville, soit ils avancent plus progressivement à l'intérieur du saillant pour réduire la résistance ukrainienne. Ce qui est certain, c'est qu'après avoir perdu la bataille de Kyiv, les Russes ne versent plus dans le complexe de supériorité. «Ils sont revenus à une culture stratégique traditionnelle qui leur est propre : préparer très très fort le terrain par une campagne d'artillerie avant d'avancer prudemment leurs troupes, observe Olivier Kempf. Et puis ils font attention à leur ligne logistique, ce qu'ils n'avaient pas fait sur la toute la première partie de la guerre.» Les objectifs de Zaporijia et Dnipro, les deux principales villes au bord du Dniepr, sont devenues secondaires. «Quand on regarde les difficultés qu'ils ont à prendre Marioupol, on se dit que la prise du Donbass, qui est une zone urbanisée, armée, avec des dizaines de milliers de combattants ukrainiens, va prendre du temps.»

ARMÉE LASSE ET AFFAIBLIE

Après avoir passé des semaines éparpillées sur plusieurs fronts, les troupes de Vladimir Poutine se concentrent donc sur un objectif unique, ce qui leur permet, pour la

première fois depuis le début de la guerre de faire corps face aux forces défensives. D'après le Pentagone, les 70 groupes bataillonnaires encore actifs (sur les plus de 110 au départ de l'invasion) sont désormais positionnés sur le grand arc est de l'Ukraine, joignant Kharkiv à la mer d'Azov. «Il y a une concentration des efforts et des moyens russes qui n'avait jamais été observée jusqu'alors, qu'ils soient humains, aériens ou d'artillerie, pointe Joseph Henrotin, chercheur à l'Institut de stratégie comparée et rédacteur en chef de la revue spécialisée Défense et Sécurité internationale. Se focaliser sur un seul théâtre signifie aussi disposer de bataillons qui suivent un unique et même chef, alors que les différents théâtres étaient jusqu'alors mal coordonnés, poursuit-il. Respecter l'unité de commandement va permettre au camp russe de s'enlever une épine qu'elle s'était elle-même mise dans le pied.»

Pour autant, le bloc russe n'est pas complètement étanche. D'abord parce que les conditions météorologiques semblent encore lui causer du tort. Piégée dans un climat nuageux et ponctué d'orages prévu pour durer au moins une dizaine de jours, l'armée de

Immeubles résidentiels à Marioupol, lundi.
PHOTO PAVEL KLIMOV. REUTERS



Depuis 2014, une région dans le viseur de Moscou

Depuis la révolution de Maïdan il y a huit ans, le Donbass, zone frontalière en grande partie russophone, est le théâtre de tensions entre les deux pays.

Le 21 février, Vladimir Poutine reconnaissait l'indépendance des deux régions séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine, les républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, avant d'envahir l'ensemble du pays trois jours plus tard. Après cinquante-six jours de guerre, le conflit semble désormais se concentrer à nouveau sur le Donbass, région industrielle sinistrée depuis 1991 et située dans l'Est. Elle regroupe 39 % de citoyens qui se revendiquent d'origine russe, selon le dernier recensement de 2001. Le Donbass se compose des oblasts (régions administratives) de Donetsk et Louhansk, mais les républiques séparatistes ne constituent que 31 % de la superficie totale de la région. Retour sur huit années de conflit qui, avant le 24 février 2022, avait déjà fait 14 000 morts, 25 000 blessés et 1,5 million de déplacés.

«Fasciste». En 2013, le président de l'Ukraine s'appelle alors Viktor Ianoukovitch. Ancien gouverneur du Donetsk, il soutient un rapprochement avec la Russie plutôt qu'avec l'Europe. D'ailleurs, au second tour de l'élection présidentielle de 2010, il avait obtenu 90 % des suffrages dans le Donbass. En novembre 2013, il refuse de signer un accord d'association proposé par l'UE. Des manifestations pro-européennes réunissant plusieurs centaines de milliers de personnes éclatent sur la place de l'Indépendance de Kyiv, qui donne son nom à un important mouvement de mobilisation de plusieurs mois, sévèrement réprimé, connu comme la «révolution de Maïdan». En février 2014, Ianoukovitch est remplacé par des personnalités politiques issues de ce mouvement. Le Parlement ukrainien vote l'abrogation d'une loi qui octroyait un statut de langue régionale aux langues minoritaires, dont le russe. Les adversaires de la révolution y voient une preuve de l'armement des autorités ukrainiennes contre les russophones, et qualifient le mouvement de «junte fasciste». Les autorités russes utilisent alors le prétexte de cette loi, adoptée mais non promulguée, pour annexer en deux semaines la Crimée, affirmant qu'une telle action est nécessaire pour «protéger les russophones». Par ailleurs, le changement de pouvoir à Kyiv provoque des manifestations anti-Maïdan dans plusieurs villes du Donbass. Deux tiers des habitants de la région

soutiennent alors les séparatistes, plutôt minoritaires avant la révolution.

L'armée ukrainienne lance une opération antiterroriste. En mai 2014, les séparatistes proclament les «républiques populaires» de Donetsk et de Louhansk. Le Kremlin prétend ne jouer aucun rôle dans ce conflit. Kyiv ne reconnaît pas les nouveaux territoires et intervient au début de l'été 2014. L'armée ukrainienne regagne du terrain, mais est déstabilisée par l'intervention des forces armées russes aux côtés des séparatistes. «Le séparatisme se comprend comme un instrument de politique étrangère russe. L'objectif consiste à déstabiliser l'Etat lui-même plutôt que de l'annexer», indique Alexandra Goujon, maîtresse de conférences à l'Université de Bourgogne et autrice de l'ouvrage «L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre» (Le Cavalier Bleu, 2021).

En juin 2014, un groupe dit de «format Normandie», rassemblant l'Ukraine et la Russie, associées à la France et l'Allemagne qui jouent le rôle de médiateurs pour tenter de résoudre la crise, est créé. En septembre 2014, puis en février 2015, sont signés les accords de Minsk en vue d'un cessez-le-feu. Cet accord de cessation des hostilités dans le Donbass contribue à progressivement diminuer l'intensité des combats : les deux parties se retrouvent figées sur la ligne de contact de 457 kilomètres, jusqu'au mois de janvier 2015. Les hostilités reprennent alors. Depuis, «le conflit demeure gelé mais non résolu», selon Alexandra Goujon.

Troupes. En 2019, l'élection de Volodymyr Zelensky, humoriste russophone, à la tête du pays marque un tournant et le début d'une position moins martiale à l'égard de la Russie. En octobre est signé un accord entre l'Ukraine et la Russie, sous les auspices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, sur l'organisation d'élections et l'octroi d'un statut spécial aux régions séparatistes. Mais ce volet politique des accords de Minsk demeure bloqué. En revanche, Moscou et Kyiv parviennent à un accord de cinq ans relatif au transit du gaz russe à travers l'Ukraine. En juin 2020, l'Ukraine devient l'un des six pays partenaires «nouvelles opportunités» de l'Otan, renforçant la relation entre Kyiv et les membres de l'Alliance atlantique. Le conflit, qui ne s'est jamais vraiment enrhyé, s'envenime à nouveau en novembre 2021, à la suite des mouvements inhabituels des troupes russes à la frontière de l'Ukraine. Quelques semaines plus tard, en dépit d'intenses efforts diplomatiques, Vladimir Poutine déclenche l'invasion du pays.

MARGOT DAVIER

